

Vers un « fichier » positif des crédits aux particuliers

Lors de la clôture de la Conférence nationale contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui s'est tenue à Paris les 10 et 11 décembre 2012, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault a présenté les principales mesures du plan pluriannuel contre la pauvreté parmi lesquelles : la revalorisation de 10 % d'ici à 2017 du RSA en plus de l'indexation sur l'inflation annuelle pour le ramener progressivement à son niveau d'origine, soit 50 % du SMIC ainsi que la création d'un « Fichier positif » des crédits aux particuliers. Ce Fichier sera inclus dans le projet de loi sur la consommation qui sera soumis au Parlement au printemps. Il recensera l'ensemble des crédits aux particuliers et les établissements de crédit auront l'obligation de le consulter avant l'octroi d'un nouveau crédit afin de lutter contre le surendettement en évitant d'accorder des crédits supplémentaires aux personnes fragiles.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 – Union économique et bancaire

Au cours du Conseil européen du 13 décembre 2012, les ministres des finances ont finalisé l'accord sur la supervision bancaire européenne relatif au mécanisme européen de résolution des crises bancaires et la garantie commune des dépôts qui entreront en vigueur respectivement fin 2013 et début 2014. S'agissant de la supervision bancaire, il a été convenu qu'une large partie du secteur bancaire de la zone euro restera sous le contrôle des autorités nationales et que 150 à 200 établissements passeront sous le contrôle direct de la BCE, en fonction de leur taille et de leur poids dans l'économie nationale.

2 – BCE

Lors de sa réunion du 10 janvier 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation ont diminué au cours de ces derniers mois comme prévu, et devraient rester en deçà de 2 % cette année. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger sur 2013. (...). Une reprise progressive devrait s'amorcer plus tard en 2013. (...). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques chaque fois qu'il y a lieu. (...) Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale en vue d'une reprise du processus d'intégration du système bancaire ».

M. Draghi a présenté le même jour, lors de l'inauguration de l'exposition « Le nouveau visage de l'euro », le billet de 5 euros de la série « Europe » qui sera mise en circulation à partir du 2 mai 2013, le dossier de presse est disponible sur le site www.iedom.fr.

Comité national SEPA

Lors de sa réunion du 14 décembre 2012, le Comité national SEPA a appelé l'ensemble des parties prenantes à intensifier leurs actions afin de respecter la date butoir du 1^{er} février 2014 pour la fin de la migration au virement et aux prélèvements européens SEPA.

Bâle III

Le Comité de Bâle a annoncé le 14 décembre 2012 que onze juridictions membres respecteront le calendrier de mise en œuvre de Bâle III au 1^{er} janvier 2013. Sept autres juridictions, dont les États-Unis et l'Union européenne, se sont engagées à finaliser leur réglementation intérieure dans les meilleurs délais. Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié la version révisée du Ratio de liquidité à court terme adoptée par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). L'entrée en vigueur de ce ratio s'échelonnait entre le 1^{er} janvier 2015 et le 1^{er} janvier 2019.

Les communiqués de presse sont disponibles sur : http://www.bis.org/press/p121214a_fr.pdf et http://www.bis.org/press/p130107_fr.pdf

Actualité législative

1 - La loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement et la loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe ont été publiées au JORF du 1^{er} janvier 2013.

2 - Le décret n° 2012-1459 du 26 décembre 2012 relatif aux accords annuels de modération de prix de produits de grande consommation en outre-mer a été publié au JORF du 27 décembre 2012.

3 - Le décret n° 2012-1445 du 24 décembre 2012 portant relèvement de 25 % du plafond du livret A à 22 950 euros au 1^{er} janvier 2013 a été publié au JORF du 26 décembre 2012.

4 - Le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires a été présenté en Conseil des ministres du 19 décembre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale.

Microcrédit

La Banque de France a organisé le 12 décembre 2012 un colloque sur « le microcrédit accompagné ». Les discussions ont porté sur : le microcrédit accompagné (nature, performance, régulation), le rôle du microcrédit accompagné dans la prévention du surendettement, les liens du microcrédit accompagné avec l'accessibilité bancaire. Le discours d'introduction du Gouverneur de la Banque de France est disponible sur : http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/discours-CN-12-12-12.pdf

Nomination

Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale déléguée, a été nommée Médiatrice nationale du crédit, en remplacement de Gérard Rameix.

L'activité du système bancaire reste heurtée depuis début 2012

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 1,7 % entre juin et septembre 2012 (+ 4,3 % en glissement annuel), après une baisse de 0,8 % au 2^e trimestre.

Les différents types d'actifs financiers s'inscrivent en hausse. Les dépôts à vue s'accroissent de 2,5 %, bénéficiant notamment de la forte reprise des dépôts à vue détenus par les entreprises (+ 5,1 %). Les placements liquides augmentent également, mais de manière plus limitée (+ 0,8 %). Après un deuxième trimestre morose (- 0,8 %), l'épargne à long terme s'inscrit en hausse de 1,7 %. Néanmoins, une majorité de type de placements d'épargne à long terme est orientée en légère baisse, et seules les obligations en portefeuille, les OPCVM non monétaires et l'assurance-vie progressent.

Dépôts collectés localement (milliards d'euros)



Source : Iedom

L'encours brut total des concours bancaires consentis par les établissements de crédit installés localement s'établit à 17,1 milliards d'euros à fin septembre 2012, en très faible hausse sur le trimestre (+ 0,1 %). Sur un an, ils s'accroissent de 2,6 %.

Le 3^e trimestre 2012 enregistre une très faible progression des financements consentis aux ménages, ainsi qu'aux collectivités publiques locales. A l'inverse, l'ensemble des types de financement aux entreprises s'établissent en recul. Les crédits d'investissement aux entreprises et les crédits d'exploitation diminuent ainsi, respectivement, de 0,7 % et de 0,6 %. Seuls les financements immobiliers aux entreprises progressent légèrement (+ 0,4 %).

Concours bancaires locaux (milliards d'euros)



Source : Iedom

Le « suivi de la conjoncture financière et bancaire au troisième trimestre 2011 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Peu d'emplois touristiques mais un potentiel à développer

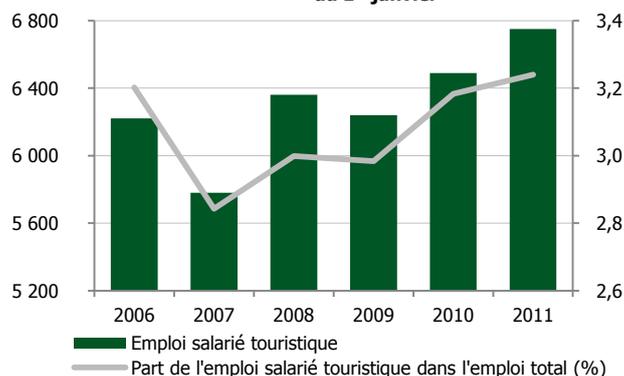
Au 1^{er} janvier 2011, les activités liées au tourisme emploient 6 750 salariés à La Réunion. La chute d'activité de 2006, provoquée par la crise sanitaire du chikungunya, semble aujourd'hui surmontée : le secteur emploie 550 personnes de plus qu'avant la crise. Néanmoins, le poids de l'emploi touristique reste à un niveau faible au regard des autres régions françaises. Avec 3,2 % de l'emploi salarié total, l'île se classe parmi les dernières régions françaises, se situant en-dessous de la moyenne métropolitaine (4,8 %), loin derrière la Corse qui est en première position avec 12,6 %. Pourtant, La Réunion dispose d'un potentiel touristique important, et ce secteur est perçu comme porteur pour le développement économique de l'île.

Avec 1 830 salariés en 2011, l'hébergement est le premier employeur du tourisme. toutefois, la création de 320 emplois dans ce secteur en cinq ans n'a pas comblé les pertes enregistrées, suite à la crise sanitaire de 2006 (500 emplois perdus). Les loisirs touristiques occupent 1 590 salariés et représentent ainsi près d'un quart de l'emploi touristique. Le nombre de salariés touristiques a régulièrement augmenté et le secteur compte 270 emplois de plus que début 2006. A l'inverse, l'emploi touristique dans la restauration n'a que peu augmenté depuis 2006 (+ 110 emplois).

L'Ouest est la région la mieux dotée en emplois touristiques. Début 2011, quatre salariés du tourisme sur dix y travaillent, bien qu'elle ait perdu 490 emplois en 2006 dont 360 dans l'hôtellerie.

L'étude est disponible sur le [site de CEROM](#).

Évolution du nombre d'emplois salariés touristiques au 1^{er} janvier



Source : Cerom, Insee - Clap

BREVES ECONOMIQUES

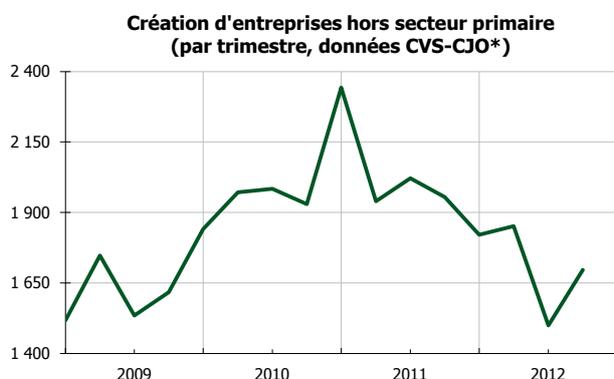
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Novembre 2012	128,7	+ 0,6 %	+ 1,1 %
	IPC France entière		126,4	- 0,2 %	+ 1,4 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Novembre 2012	29 416	- 5,4 %	+ 3,4 %
	En cumul (milliers d'euros)		269 576	-	+ 1,7 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Octobre 2012	3 860,0	-	- 2,1 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		242,9	-	+ 4,8 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Novembre 2012	131 020	+ 1,2 %	+ 8,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Novembre 2012	161 667	- 14,7 %	- 8,6 %
	Cumul 2012	cumul Nov.	1 889 433	-	- 4,3 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Septembre 2012	58 400	- 10,8 %	- 4,6 %
	Cumul 2012	cumul Sept.	578 800	-	+ 0,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Octobre 2012	4 582	-	+ 32,1 %
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	cumul Oct.	22 272	-	+ 23,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Octobre 2012	64,9	-	+ 5,5 %
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	cumul Oct.	287,4	-	+ 4,0 %
	Effectifs salariés du BTP	Novembre 2012	16 876	- 2,0 %	- 4,6 %

Reprise des créations au 3^e trimestre 2012 après la chute du 2^e trimestre



* Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee

Après une chute de 19 % au 2^e trimestre 2012, les créations d'entreprises repartent à la hausse au 3^e trimestre, avec une progression de 13 % par rapport au trimestre précédent. L'industrie, la construction et les « autres services » portent cette croissance.

La part des créations sous le régime de l'auto-entreprise atteint son plus haut niveau, depuis la mise en place du dispositif à La Réunion. Au 3^e trimestre 2012, 38 % des entreprises créées sont des auto-entreprises.

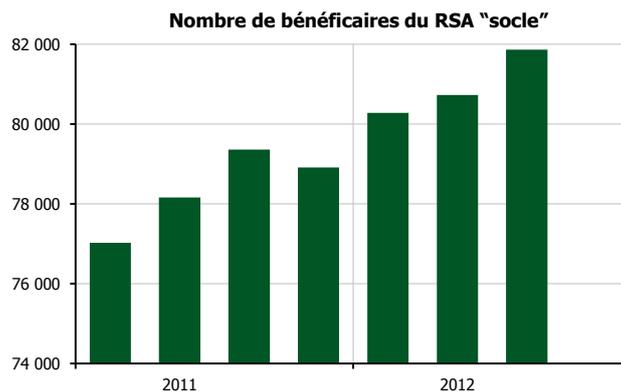
Sur un an, le nombre de créations diminue de 15 %. La création recule dans tous les secteurs, particulièrement dans l'industrie (- 66 %), en raison de la révision des dispositifs concernant la production d'électricité photovoltaïque.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle" au 3^e trimestre 2012

Le nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle"), qui remplace le RMI et l'allocation parent isolé depuis le 1^{er} janvier 2011, s'inscrit en hausse de 1,4 % à fin septembre 2012 par rapport à fin juin 2012 (+ 3,2 % sur un an). Cette augmentation touche principalement les personnes de plus de 50 ans, dont le nombre progresse de 3,4 %.

La Caisse d'allocation familiale a octroyé 129,7 millions d'euros à l'ensemble des bénéficiaires du RSA ("socle" et "activité") au cours du 3^e trimestre 2012, soit une hausse de 7,2 %. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires s'est accru de 0,9 %.



Source : CAF

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2012)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1003%	0,0909%	0,0786%	0,0723%	0,1110%	0,1860%	0,3240%	0,5490%

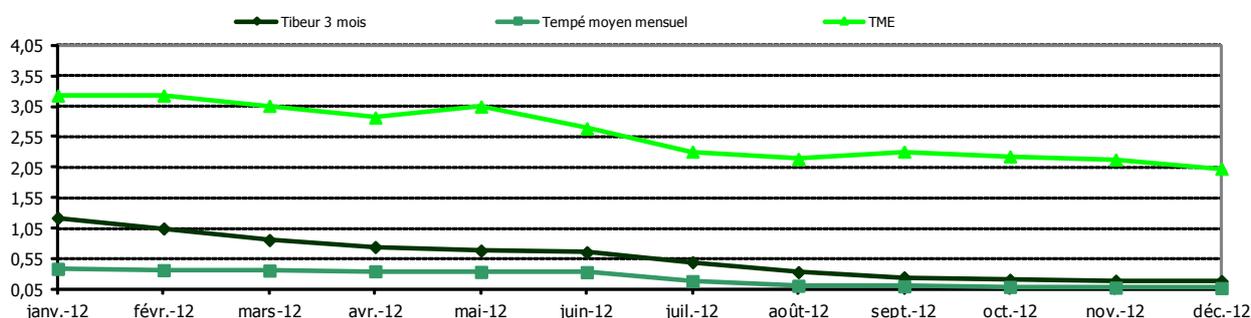
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2,31%	2,23%	2,18%	2,03%	2,51%	2,43%	2,38%	2,23%

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	12,19%
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,24%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts-relais	5,79%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,89%	Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	18,95%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,49%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

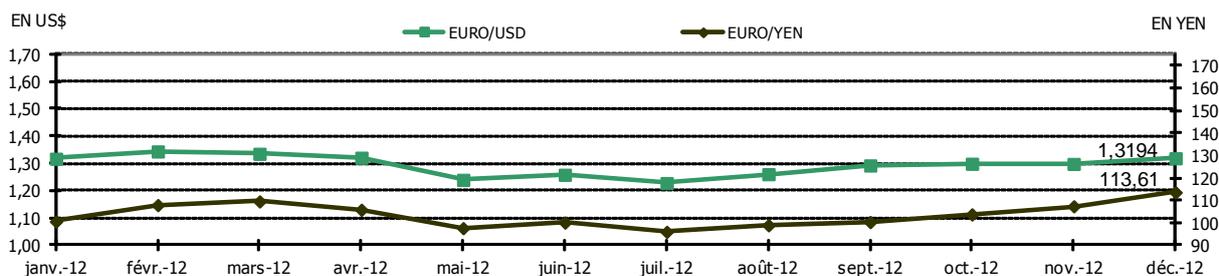
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3194	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,1727	EURO/SRD (Surinam)	4,35340
EURO/JPY (Japon)	113,6100	EURO/BWP (Botswana)	10,27020	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,36140
EURO/CAD (Canada)	1,3137	EURO/SCR (Seychelles)	17,3178	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,6625
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81610	EURO/MUR (Maurice)	40,3017	EURO/BBD (La Barbade)	2,63840
EURO/SGD (Singapour)	1,6111	EURO/BRL (Brésil)	2,7036	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,47000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2260	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,66560	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3038,1180	EURO/XCD (Dominique)	3,5618	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer le 17 janvier 2013 - Dépôt légal : janvier 2013 - ISSN 1240-3857